

**DECISION n° 2027 du 10 octobre 1975 modifiant la décision n° 1678 du 2 septembre 1975 portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement de deux dessinateurs stagiaires du cadre des travaux publics.**

L'article 1er de la décision n° 1678 du 2 septembre 1975 est modifié comme suit :

Article 1er Nouveau : Un concours direct pour le recrutement de deux dessinateurs stagiaires du cadre des travaux publics de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances aura lieu à Nouméa, les 13 et 14 novembre 1975 ;

## ACTES PRIS EN CONSEIL DE GOUVERNEMENT

**ARRETE n° 75-461/CG du 13 octobre 1975 instituant entre Tontouta et la Baie des Pirogues, les périmètres de protection de Païta, Dumbéa et Mont Dore (activités minières réglementées) et du Mont Dore (activités minières interdites)**

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Chef du Territoire,

Vu le décret n° 57-811 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée Territoriale en Nouvelle-Calédonie, ensemble la loi n° 63-1246 du 21 décembre 1963 portant réorganisation du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 54-1110 du 13 novembre 1954 modifié par les décrets n° 55-638 du 20 mai 1955, n° 57-242 du 24 février 1957 et n° 57-859 du 30 juillet 1957, portant réforme du régime des substances minérales dans les Territoires d'Outre-Mer, et notamment son article 31 ;

Vu la délibération minière n° 128 du 22 août 1959 rendue exécutoire par arrêté n° 948 du 29 septembre 1959 modifié par arrêté n° 1326 du 16 décembre 1959, ensemble les textes qui l'ont modifiée, et notamment son article 193 ;

Vu la loi n° 69-4 du 3 janvier 1969 modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie et son décret d'application n° 69-598 du 10 juin 1969 ;

Vu les notes n°s 37-1013 et 1012/TOPO du 15 mai 1974 du chef du service topographique, et les pièces y jointes ;

Vu l'avis du maire de la commune de Païta, en date du 16 juillet 1974 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Dumbéa, en date du 9/6/1974 ;

Vu l'avis du maire de la commune du Mont Dore, en date du 3/10/1974 ;

Vu l'avis du directeur des services ruraux, en date du 30/8/1974 ;

Vu l'avis du comité consultatif des mines en date du 5/09/1975 ;

Les permissionnaires et concessionnaires intéressés entendus ;

Sur la proposition du directeur des mines et de la Géologie ;

Le Conseil de Gouvernement entendu ;

### Arrête

Article 1er - Il est institué entre Tontouta et la Baie des Pirogues, 2 périmètres de protection dénommés périmètres de protection de Païta, Dumbéa et Mont Dore et périmètre de protection du Mont Dore.

## TITRE I. Périmètre de protection de PAÏTA, DUMBÉA et MONT DORE.

(activités minières réglementées)

Article 2 - Les limites du périmètre de protection de Païta, Dumbéa et Mont Dore, dont la superficie est de 71.000 ha environ, sont définies comme suit (cartes IGN à 1/50.000e, 32, 33, 34 et 36) :

**AU NORD :** A partir du point A, extrémité de la presqu'île Montagnes, le bord de mer jusqu'au point B embouchure de la rivière Tamoa :

A : x = + 614 940 y = 7 563 650  
B : x = + 620 480 y = 7 562 670

Du point B au point C, la rive gauche de la rivière Tamoa :

C : x = + 624 680 y = 7 562 660

Du point C au point D, la rivière Pebo :

D : x = + 629 400 y = 7 764 930

A partir du point D une ligne de crête passant par le Koumedio (point côté 912) les points 911, 944 (Makou), 806, 858, 872, 983, point E (Kokoreta) :

E : x = + 636 290 y = 7 664 100

Du point E, une ligne de crête passant par les points côtés : 803, 854, 819, 683, 835, 919, 1211 (Mont Mou), 901, 915, 925, 903, 1058, 837 et aboutissant au point F dont les coordonnées sont :

F : x = + 644 750 y = 7 559 170

Du point F au point H la limite du bassin versant de la Karikouie passant par le point côté 729, le barrage de la Karikouie, le point G (point trigonométrique 33-58), les points côtés 678, 788, 768 et le point H :

G : x = + 644 874 y = 7 555 382

H : x = + 646 370 y = 7 558 360

Du point H au point I (point trigonométrique 33-74) une ligne de crête passant par le point côté 986 :

I : x = + 648 327 y = 7 557 668

A partir du point I, une ligne de crête passant par les points côtés 922, 981, 961, 1076, 1111, 1108 (Mont Dzumac), 1140, 1101, 1178, 1038, 1072, 1200 et aboutissant au point J dont les coordonnées sont :

J : x = + 659 080 y = 7 558 160

### A L'EST :

Du point J au point L, une ligne de crête passant par le point côté 1202, le point K, les points côtés 1102, 826 et aboutissant au point L (point trigonométrique 34-7) :

K : x = + 660 690 y = 7 556 090

L : x = + 657 578 y = 7 553 620

Du point L au point M une ligne de crête passant par les points côtés 698, 567, 336, le barrage de la Dumbéa, le point côté 1079 et aboutissant au point :

M : x = 656 034 y = 7 547 401

A partir du point M, une ligne de crête passant par les points côtés 944, 768, 704, 825, 673, 501 et aboutissant au point N (point trigonométrique 34-24) :

N : x = 664 311 y = 7 549 235

Du point N au point P, une ligne de crête passant par les points côtés 764, 686, le point O, les points côtés 765, 785, 672, 481, 472 (pic Mouirange), et aboutissant au point P (point trigonométrique 34-40) :



O : x = 667 340      y = 7 548 120  
P : x = 670 909      y = 7 541 689

Du point P au point R, une ligne de crête passant par les points cotés 255 (col de Mouirange), 226, le point Q, les points cotés 343, 431, 457, 430, 278, 227, 62 et aboutissant au point R, le bord de mer :

Q : x = 668 830      y = 7 538 750  
R : x = 671 750      y = 7 532 010

#### AU SUD :

Entre les points R et S, le bord de mer :

S : x = 667 670      y = 7 535 570

Du point S au point V, une ligne de crête passant par le point T (point trigonométrique 36-11-402) le point coté 521, le point U (point trigonométrique 34-34) le point V :

T : x = + 668 044      y = 7 537 141  
U : x = + 667 249      y = 7 538 646  
V : x = + 665 410      y = 7 539 610

Du point V au point W la rivière Lembi.

Du point W, la rive gauche de la rivière La Coulée jusqu'à son embouchure (point X) :

W : x = + 664 230      y = 7 540 420  
X : x = + 660 685      y = 7 539 410

Du point X au point Y, le bord de mer.

Su point Y au point Z, la limite Nord de la commune de Nouméa :

Y : x = + 653 970      y = 7 541 260  
Z : x = + 649 830      y = 7 541 410

#### A L'OUEST :

Du point Z au point A, point de départ de la présente description des limites, le bord de mer.

Article 3 - A l'intérieur du périmètre de protection défini à l'article 2 ci-dessus, sont interdites les activités de prospection et de recherche minières qui nécessitent un déboisement ou un défrichage des terrains, par quelque moyen que ce soit et notamment l'ouverture de pistes pour véhicules et le creusement de niveaux. Le directeur des Mines et de la Géologie peut cependant autoriser la réalisation d'ouvrages d'investigation en profondeur qui ne nécessitent pas l'enlèvement de la couverture végétale sur plus de 10 mètres carrés par ouvrages, ainsi que des voies pour y accéder.

Article 4 - Aucun centre d'exploitation portant en totalité ou en partie sur le périmètre défini à l'article 2 ne peut être ouvert sans autorisation du Chef du Territoire en Conseil de Gouvernement, prise sur le rapport du directeur des Mines et de la Géologie, après avis du maire de la commune concernée et du directeur des services ruraux. A cet effet, le permissionnaire ou concessionnaire désirant ouvrir un centre d'exploitation doit faire parvenir au service des Mines et de la Géologie, un projet détaillé d'exploitation accompagné d'une carte et indiquant notamment les mesures retenues pour la protection des eaux et de la couverture végétale. L'autorisation d'ouverture pourra imposer des règles particulières d'exploitation.

Article 5 - Si la protection des eaux et de la couverture végétale s'avère insuffisante, l'activité d'un centre d'exploitation portant en totalité ou en partie sur le périmètre défini à l'article 2, peut à tout moment être réglementée ou interdite par arrêté du Chef du Territoire en Conseil de Gouvernement, pris sur

le rapport du directeur des Mines et de la Géologie, après avis du maire de la commune concernée et du directeur des services ruraux, les permissionnaires ou concessionnaires intéressés entendus.

## TITRE II - Périmètre de protection du MONT DORE (activités minières interdites)

Article 6 - Les limites du périmètre de protection du Mont Dore dont la superficie est de 3.500 ha environ sont définies comme suit (cartes IGN à 1.50.000e, 36, 34) :

#### AU NORD :

La rive gauche de la rivière La Coulée entre son embouchure (A) et le confluent avec la rivière Lembi (B) :

A x = + 660 685      y = 7 539 410  
B x = + 664 230      y = 7 540 420

La rivière Lembi jusqu'au point C

C x = + 665 410      y = 7 539 610

#### A L'EST :

A partir du point C, une ligne de crête passant par le point trigonométrique 34-34 (D), le point coté 521, le point trigonométrique 36-11-402 (E) aboutissant au point F sur le bord de mer.

D x = + 667 249      y = 7 538 646  
E x = + 668 044      y = 7 537 141  
F x = + 667 670      y = 7 535 570

#### AU SUD ET A L'OUEST :

Du point F au point A, point de départ de cette présente description des limites : le bord de mer.

Article 7 - A l'intérieur du périmètre de protection défini à l'article 6 ci-dessus, la prospection, la recherche et l'exploitation minières sont interdites.

Article 8 - Toutefois, à titre transitoire, l'exploitation minière pourra être poursuivie jusqu'au 31 juillet 1976 à l'intérieur du bassin versant du creek non dénommé, faisant l'objet actuellement de travaux d'exploitation minière.

Cette exploitation sera soumise aux dispositions de l'article 5 ci-dessus.

## TITRE III - Dispositions communes

Article 9 - Les permissionnaires ou concessionnaires qui s'estiment contraints, du fait de l'institution des périmètres de protection définis aux articles 2 et 6 ci-dessus, à l'abandon ou à la démolition de travaux ou d'ouvrages régulièrement établis par eux, en vue de l'exploitation à l'intérieur des dits périmètres et antérieurement à leur fixation, peuvent présenter au directeur des Mines et de la Géologie, un état détaillé des dépenses afférentes à ces travaux ou ouvrages en vue de recevoir l'indemnisation prévue aux articles 31, 1er alinéa du décret n° 54-1110 du 13 novembre 1954 modifié et 193, 3ème alinéa de la délibération minière n° 128 du 22 août 1959 modifiée.

Article 10 - Le présent arrêté sera enregistré et publié par extraits au Journal Officiel du Territoire.

Nouméa, le 13 octobre 1975  
J. G. ERIAUI